

73.01.03 PCAE - Plan Végétal Environnement

1. Base réglementaire PSN	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Article 73 - Investissements
Base réglementaire : article du PSN	Article 73.01 Investissements productifs agricoles
Intitulé dispositif régional NAQ	PCAE - Plan Végétal Environnement
Indicateurs de résultats associés	R.16 Investissements liés au climat- : <u>Nombre d'exploitations agricoles bénéficiant d'une aide PAC contribuant à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci, ainsi qu'à la production d'énergies renouvelables ou de biomatériaux</u> R.26 Investissements liés aux ressources naturelles- : <u>Nombre d'exploitations agricoles recevant une aide pour des investissements liés à la protection des ressources naturelles</u>
Indicateurs de réalisation associés	O.20 Nombre d'opérations ou d'unités bénéficiant d'une aide en faveur d'investissements productifs dans les exploitations au titre du Feader
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	Acquisition de matériels et d'outils numériques permettant une réduction ou la suppression de l'utilisation d'intrants (pesticides, nitrates, eau).
Date indicative de démarrage du dispositif	<u>Mai</u> Avril 2023
2. Eligibilité	
Bénéficiaires éligibles	<p>Les porteurs de projets éligibles sont les exploitations agricoles qui rentrent dans l'une des trois catégories ci-dessous :</p> <p>1/ Agriculteur actif personne physique, assuré pour son propre compte contre les accidents du travail et les maladies professionnelles sous un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (ATEXA). En outre, pour une personne physique ayant dépassé <u>l'âge de 67 ans</u> l'âge légal limite de la retraite à taux plein tel que défini dans le régime des salariés, elle ne doit pas avoir fait valoir ses droits à la retraite.</p> <p>2/ Agriculteur actif personne morale exerçant sous forme sociétaire (à l'exclusion des SCI et GFA), remplissant les conditions suivantes cumulatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'objet de la société est agricole, ET • au moins un associé respecte les conditions fixées pour une personne physique¹, <u>ou en l'absence, l'ensemble des dirigeants doivent relever du régime de protection sociales des salariés des professions</u>

Commenté [LC1]: Précision de l'unité pour l'indicateur de résultat

1 l'associé doit être affilié à l'ATEXA au titre de son activité au sein de la société. Cela signifie qu'il doit être considéré par la MSA comme participant aux travaux au sein de la société.

	<p><u>agricoles, ne pas avoir fait valoir leurs droits à la retraite dès lors qu'ils ont dépassé 67 ans, et détenir directement conjointement plus de 25% de parts sociales de la société qu'ils dirigent.</u></p> <p>3/ Agriculteur actif personne morale exerçant sous forme d'association ou de Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) remplissant les conditions suivantes cumulatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'objet de l'association <u>ou de la SCIC</u> est agricole, ET • au moins un adhérent <u>ou associé</u> respecte les conditions fixées pour une personne physique <u>ou morale</u>. <p><u>Les conditions d'éligibilité sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges des appels à projets.</u></p>
Conditions d'éligibilité	<p>—Engagement dans une démarche de transition agro-écologique en lien avec Néo-Terra ou projet situé dans une zone à enjeu fort. Ces conditions seront précisées dans les appels à projets.</p> <p><u>L'exploitation agricole est certifiée ou en conversion en Agriculture Biologique portant sur les productions agricoles concernées par le projet</u></p> <p>—Ou</p> <p><u>—détient une certification HVE ou une autre certification environnementale reconnue par l'autorité de gestion après expertise,</u></p> <p>—Ou</p> <p><u>—dont le siège d'exploitation est située sur une zone à enjeu eau des agences de l'eau et l'exploitation a engagé un Accompagnement Individuel d'Exploitation (AIE).</u></p> <p><u>Ces conditions seront vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges des appels à projets. : en particulier pour les nouvelles exploitations agricoles (actives depuis moins de deux années) et donc sans historique des pratiques agricoles antérieures, avec une vérification des conditions Agro-écologiques qui Pour ces dernières, eElles seront à établir sera réalisée au plus tard au moment du solde de l'aide.</u></p> <p>- Le dépôt d'un nouveau dossier pour une même exploitation agricole (même numéro SIRET) doit être postérieur à la réception de la demande de solde du dossier précédent.</p>

Coûts éligibles	Il s'agit d'investissements matériels agricoles (dont occasion pour certains types de matériels) visant : - L'efficacité de l'utilisation de l'eau - la suppression de l'utilisation de pesticides - la réduction de l'utilisation de fertilisants minéraux ainsi que de dépenses immatérielles en lien avec le projet. La liste précise d'investissements éligibles sera décrite dans les appels à projets.
Inéligibilités	La liste d'investissements inéligibles sera précisée dans les appels à projets.
Éligibilité temporelle des dépenses	Les dépenses sont éligibles à compter du dépôt de la demande d'aide. Des précisions complémentaires seront apportées dans le cahier des charges des appels à projets.
Éligibilité géographique	Siège d'exploitation en Nouvelle-Aquitaine.
Ligne de partage PSR/autres dispositifs régionaux ou nationaux	Aucune autre aide publique ne soutient les actions décrites dans cette fiche, il n'y a pas de risque de double financement.
Ligne de partage FESI	Le GAL ne pourra pas mobiliser son enveloppe LEADER pour des typologies d'actions éligibles au présent dispositif.
3. Modalités d'octroi de l'aide	
Principes de sélection	Dispositif non soumis à la sélection
Fonctionnement du dispositif	Appel à projets
Bonifications éventuelles	Si exploitation engagée en AB sur l'atelier objet de l'investissement = 10% <u>Si exploitation engagée en AB sur tout ou partie de la production végétale au moins un atelier objet de l'investissement = 10%</u> <u>Les conditions d'accès aux bonifications sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges des appels à projets.</u>
Montants et taux maximum d'aide publique	Taux maximum d'aide publique = 40% Taux de base = 30% et bonification AB = 10%
4. Nature et montant de l'aide	
Taux de cofinancement FEADER	60%
Type de soutien	Subvention
Top up	Oui
Co financeurs principaux/ponctuels	Agences de l'eau, Région
5. calcul du montant de l'aide	
Plancher (en dépenses éligibles)	5 000 € HT, à vérifier à la demande d'aide
Plafonds (en dépenses éligibles)	50 000 € HT avec la transparence GAEC dans la limite de 1,8 plafond pour 2 associés et de 2,5 plafonds pour 3 associés et plus. Ces

	plafonds s'appliquent au dépôt de la demande d'aide.
Modalités de versement	Solde uniquement
Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	<u>L'application d'options de coûts simplifiés est possible au titre de la mise en œuvre du dispositif.</u> <u>Dans ce cas, un barème- standard de coût unitaire pourra s'appliquer, -sera utilisé basé sur un -référentiel régional de prix.</u> <u>et -</u> Les modalités d'application de <u>cette</u> OCS seront précisées dans les documents de mise en œuvre.
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	
Règlementation aides d'Etat	Soumis à l'Article 42 du TFUE
Maintien des dépenses	Les investissements matériels et équipements accompagnés doivent être conservés pendant une durée minimale de 3 ans à compter de la date de la dernière signature de la décision juridique. En cas de non-respect de cette obligation, le bénéficiaire s'expose au remboursement de tout ou partie de l'aide accordée. Des précisions sur les conditions de mise en œuvre de cette règle sont apportées dans les documents de mise en œuvre.

Commenté [LC2]: Précision que le dispositif peut être instruit en utilisant des options de coûts simplifiés. Dans ce cas, les documents de mise en œuvre précisent les modalités de recours.